

Service national universel: le gouvernement espère "au moins 50.000" participants l'an prochain

Paris, 2 juil. 2021 (AFP) -

Le gouvernement souhaite qu'"au moins 50.000" jeunes puissent participer l'an prochain au Service national universel (SNU), un dispositif destiné à monter encore en puissance, a indiqué vendredi à l'AFP le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer.

Cette année, 18.000 filles et garçons âgés de 15 à 17 ans se sont engagés dans le SNU, projet financé par l'Etat, visant à transmettre un "socle républicain" aux jeunes et à renforcer la "cohésion nationale".

"L'objectif c'est au moins 50.000 l'an prochain et de continuer la montée en puissance", a déclaré M. Blanquer dans un centre d'accueil de jeunes volontaires à Paris.

"Chaque jeune qui a fait le SNU devient ambassadeur du SNU. On voit bien qu'ils en parlent avec conviction. C'est une très bonne chose de les voir diffuser l'esprit républicain", s'est-il réjoui après avoir échangé avec eux et avoir remis un diplôme de participation à certains présents.

Promesse de campagne du président Emmanuel Macron, le SNU se déroule en plusieurs phases.

Pendant quinze jours les jeunes participent d'abord à un "séjour de cohésion", hors de leur département d'origine, avec diverses activités, notamment sportives, culturelles ou en lien avec la défense (cours d'orientation, visites de musées ou de monuments, jeux de stratégie, etc.) Ce séjour, organisé dans 122 centres cette année, se termine vendredi.

"C'était une super belle expérience, on a fait beaucoup de rencontres et d'activités, on a visité le Sénat, on a vu la Garde républicaine", énumère Serena, 16 ans, après son séjour à Paris.

"Au début, je voulais éviter le séjour", raconte Emma, 15 ans, qui était surtout intéressée par la possibilité de faire du bénévolat, offerte par le SNU dans un second temps. "Mais heureusement que je suis venue, on a fait des choses qu'on ne peut pas faire tous les jours et qu'on ne refera peut-être jamais", s'enthousiasme la jeune fille venue du Val-d'Oise.

Après le séjour de cohésion, les jeunes doivent s'engager auprès d'une association, d'une administration ou d'un corps en uniforme pour une mission d'intérêt général de 84 heures.

S'ils le souhaitent, ils peuvent poursuivre par une période d'engagement d'au moins trois mois.

Le gouvernement souhaite à terme généraliser le SNU.

Expérimenté en 2019 par 2.000 jeunes dans 13 départements, il devait l'an passé être élargi. Mais, la crise sanitaire l'a bouleversé et les 5.000 jeunes inscrits n'ont pu en accomplir qu'une partie.

vac/asm/lbx/or

Afp le 02 juil. 21 à 14 05.

